

LIBERTÉ

LES TÉLÉGRAMMES

DE LA NUIT ET DU MATIN

France

Nice, 22 février.
On mande de Rome, 21 février :
La Société des bonnes œuvres catholiques a décidé de provoquer dans les principales églises de Rome un *Tritium* pour les quatre objets indiqués par le pape, dans son discours de dimanche dernier, savoir : 1° Pour la conversion des pécheurs en Italie ; 2° Pour l'Assemblée de Versailles à l'occasion des pétitions des catholiques aux diverses décisions de l'Assemblée de l'Eglise et de la France ; 3° Pour les catholiques d'Allemagne ; 4° Enfin pour la propagation de la foi catholique dans le monde entier.

Angleterre

Londres, 22 février, soir.
Chambre des communes. Lord Shaftesbury, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, répondant à M. Oliphant, relativement à la plainte que certains prisonniers politiques français auraient été mis à bord d'un vapeur anglais et débarqués en Angleterre dans un état de dénûment, dit que cette plainte est actuellement examinée par le gouvernement.

Londres, 22 février, soir.
M. Cardwell, ministre de la guerre, présente le budget de son ministère. Il raconte ce qui a été fait pour réformer l'armée d'après la loi votée dans la dernière session. Il reste principalement à amalgamer les différentes parties de l'armée dans un grand ensemble qui serait réparti dans les districts, chacun sous un commandant supérieur. M. Cardwell entre dans de nombreux détails à ce sujet, il explique les facilités que fournira le nouveau système pour donner de la solidité et de l'instruction, par des exercices communs, à l'armée régulière, à la milice et aux volontaires.

Londres, 22 février.
M. le marquis de Lansdowne est désigné comme successeur de Lord Northbrook au poste de sous-secrétaire d'Etat au département de la guerre.

Allemagne

Berlin, 22 février.
Le Reichsanzeiger publie une ordonnance royale, en date du 23 janvier, qui nomme les comtes de Moltke et de Roon membres de la Chambre des seigneurs.

Autriche

Vienne, 22 février.
Dans la séance tenue aujourd'hui par la commission des finances, le ministre a présenté l'exposé financier. Le budget autrichien de 1872 se solde sans déficit. A la fin de 1871 il y avait dans les caisses de l'Etat 40 millions en espèces. Le ministre évalue le déficit de 1872 à 9 millions, en tenant compte d'une somme de 25 millions nécessaire pour le paiement de janvier 1873. La commission financière a adopté le budget de 1872, lequel présente un déficit de 26 millions et demi à couvrir à l'aide des sommes disponibles dans les caisses de l'Etat, et éventuellement par l'émission de 10 millions de rentes.

Belgique

Bruxelles, 22 février.
Chambre des représentants. — M. Debré annonce qu'il interpellera demain le gouvernement au sujet de la présence d'un conspirateur étranger sur le territoire belge.

Espagne

Madrid, 20 février, 11 h. matin.
(Dépêche arrivée seulement le 22, à 7 h., soir.)
La Gaceta officielle publie une circulaire de M. Sagasta aux gouverneurs des provinces, annonçant la constitution du nouveau ministère. La circulaire dit que, bien que les membres du nouveau cabinet n'appartiennent pas au même parti, cette diversité n'implique pas la divergence des doctrines et des vues. Le programme du cabinet actuel est celui du cabinet précédent, et se trouve résumé dans le discours de M. Sagasta, prononcé au Cortès le 22 janvier dernier. La circulaire ajoute que la fusion des éléments qui composaient l'ancienne majorité est un fait accompli, résultant nécessairement de la politique d'attraction du ministère antérieur. Elle recommande l'observance scrupuleuse des lois et le respect de la liberté du vote.

Madrid, 22 février, soir.
L'archevêque d'Alger a été présenté aujourd'hui au roi par le marquis de Bodilly.
Contratant le régime entre tous les membres du cabinet.

Italie

Naples, 22 février, soir.
Le général Sherman et le fils du président Grant sont arrivés.

Le roi partira de soir pour Rome. On assure qu'il reviendra à Naples mardi.

Rome

Rome, 22 février, soir.
Au Vatican, on dément la nouvelle donnée par la Fanfulla, qu'il serait question de réunir le concile à Trente ou ailleurs.

Etats-Unis

Washington, 22 février, soir.
La légation des Etats-Unis en Russie a été élevée au rang de première classe.

New-York, 22 février, soir.
Aujourd'hui, il y a été à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de Washington.

Indes

Calcutta, 22 février, soir.
Le général Brownlow était, à la date du 18 février à Changoomarra, dans les rivières de Koldy et Dulle Sura. Deux des plus puissants chefs ont fait leur soumission. Le général Bouchier était, le 18 février, au village de Lalbarora. Le chef ne s'étant pas rendu, ce village, comprenant environ 600 maisons, ayant été abandonnées par les Loobhais, a été détruit.

(Agence Havas.)

PARIS, VENDREDI 23 FÉVRIER 1872

LE BULLETIN POLITIQUE

La réforme de l'organisation judiciaire reste à l'ordre du jour de l'Assemblée. Elle a discuté hier l'amendement présenté par M. Leblond au projet de la commission dont nous avons donné l'analyse. Cet amendement tend à accuser le caractère démocratique du jury, chargé de dresser la liste des candidats sur laquelle doit choisir le ministre. Aux magistrats des tribunaux et des cours déjà investis de cette attribution par la commission il ajoute les maires des cantons et les conseillers généraux.

Il veut en outre que les juges aient au moins quarante ans. La justice, au lieu d'être rendue avec le désintéressement d'un véritable sacerdoce, est aujourd'hui une carrière où l'on songe beaucoup moins aux devoirs qu'elle impose qu'aux moyens de se pousser et d'arriver le plus vite possible au faite de la hiérarchie. M. Leblond pense, en conséquence, qu'on devrait en faire le couronnement de certaines carrières qui, comme la profession d'avocat, ont avec elle assez de points de contact pour lui servir de noviciat. Ce serait un honneur rendu à des mérites éprouvés et reconnu, à un labeur persévérant, déjà récompensé par le succès et la richesse. On rendrait ainsi à la magistrature ce prestige qu'elle eut dans certaines républiques de l'antiquité. Les juges entreraient dans leurs fonctions, l'esprit libre de toute ambition, ne songant qu'à reconnaître, par un plus grand effort de vertu, l'estime et la confiance de leurs concitoyens. Soldats du devoir, et travaillant pour la postérité : *« Gloria atque iactantia ad posterum »*, selon la parole de Tacite.

Comme on l'a observé à l'honorable M. Leblond, c'est là un idéal fait pour des âmes trop républicaines et dont il serait peut-être imprudent de demander la réalisation à nos mœurs contemporaines. Il est probable, si belle que soit la vertu, qu'un avocat en possession de clientèle et de cette renommée de bon aloi qui serait la meilleure recommandation pour le sacerdoce fort honorable, mais modeste et peu rétribué de la magistrature, veuille troquer contre lui sa carrière militante et lucratrice. On n'arriverait ainsi qu'à ré-

cruter les fruits secs du barreau qui sont souvent, on ne le sait que trop, les fruits conservés de la plus furieuse des politiques.

Le projet de loi déposé par le gouvernement et relatif à la répression des journaux a fait l'objet des réunions des différents groupes tenues dans la journée d'hier. Tandis que le centre droit se serait séparé sans rien décider au sujet de sa conduite future, la gauche républicaine, d'après les renseignements qui nous parviennent, aurait au contraire adhéré à la proposition d'un de ses membres, l'honorable M. Humbert, qui a vivement réclamé pour le projet l'appui de la gauche républicaine. Ces hésitations d'une fraction de la Chambre, qui s'est rangée une des premières du côté du gouvernement, mais en stipulant ses restrictions par la bouche de M. Baragnon, n'ont rien qui doivent surprendre.

L'adhésion du parti républicain modéré, qu'il ne faut évidemment accepter que sous bénéfice d'inventaire, est un événement qu'on aurait pu prévoir avec tout autre d'assurance. L'un et l'autre de ces deux mouvements ne sont que des symptômes et n'annoncent encore de l'un et de l'autre côté aucun parti définitif. Après avoir voté avec un peu de surprise et pour ne point laisser à ses adversaires le bénéfice des mesures déclarées soudainement urgentes par le gouvernement, on réfléchit aujourd'hui sur ce vote dicté par l'esprit de conservation, on en médite le sens et on en pèse la portée. C'est la logique de la vie humaine, comme de la politique. Après l'instinct, la réflexion.

Les télégrammes de Bruxelles nous donnent quelques détails sur la dernière réception faite par le comte de Chambord aux députés de la droite, présents à Anvers. A la suite d'un grand banquet auquel se sont rendus les députés en sortant de cette réception, on a bu à la santé du roi et à la restauration du pape.

Le nouveau ministère espagnol s'introduit au milieu des bruits les plus fâcheux sur son avenir politique. On a peu vu de ministère discuté dans son programme et mis en suspicion avant même d'exister comme celui qui vient de se former sous la présidence de M. Sagasta. C'est une des nombreuses surprises de l'Espagne constitutionnelle.

QUESTION DU JOUR

LES LOIS D'EXCEPTION

Après le vote de surprise dont le projet de loi déposé par l'honorable M. Victor Lefranc, à la séance d'avant-hier, avait été l'objet, il semblait que le Gouvernement eût cause gagnée. Ce matin, au contraire, tout semble remis en question, tant il est vrai qu'on ne gouverne pas avec de misérables équivoques ! Le Gouvernement avait compté sur la suppression du *Gaulois* et de l'armée pour dissiper toutes les défiances des partis royaliste et républicain. Or, si nous en croyons nos informations, ces défiances, au moment écartées, se seraient réveillées avec une certaine intensité, et de nombreux membres de la droite et du centre gauche ne seraient pas éloignés de provoquer des explications plus catégoriques. On commencerait à comprendre l'inconvénient qu'il y aurait à remettre aux mains d'un gouvernement, condamné à ne pas avoir de politique bien arrêtée, les pleins pouvoirs qu'il réclame. D'autre part, on se demande, alors que le

Gouvernement avait déjà pour se défendre l'état de siège et le jury, s'il était bien nécessaire d'aller chercher dans la mise en vigueur, sous une forme nouvelle, des lois édictées par les gouvernements précédents, une occasion subreptice et déguisée de sortir du provisoire.

Le *Journal de Paris* s'est déjà fait l'écho de cette opinion : « Ce que nous reprochons surtout à la nouvelle loi, dit M. Hervé, c'est de n'être pas franche. Elle proclame la République définitive, subrepticement, en quelque sorte. Elle ose faire plus qu'elle n'ose dire. Il est vrai que M. le ministre de l'intérieur, en présence du mécontentement général qui s'était manifesté dans l'Assemblée, s'est efforcé, par ses déclarations, d'enlever à la loi cette portée. Mais ce n'est pas assez, il faut que le texte de la loi soit modifié. Les déclarations passent, les lois restent. »

Si les républicains fidèles aux principes qu'ils ont toujours inscrits sur leurs programmes d'opposition, mais qu'ils ont toujours en soin de faire disparaître de leurs programmes de gouvernement, ne s'étaient associés par leur vote au projet de loi, il serait permis d'interpréter autrement la pensée du ministère ; mais, devant l'attitude qu'ils ont prise au moment du vote, et qu'ils ont accentuée hier, dans une réunion présidée par l'honorable M. Leblond, il nous paraît difficile de ne pas attribuer au Gouvernement l'arrière-pensée que lui prête notre estimable confrère.

A l'unanimité, en effet, la gauche républicaine s'est engagée à soutenir le projet de loi, et c'est en vain que l'honorable M. Lepère a manifesté la crainte de voir le ministère abuser de ce projet contre la presse républicaine elle-même. Cette crainte n'a paru sérieuse et fondée à aucun des députés présents, et l'on a immédiatement désigné ceux des membres qui seront chargés de soutenir le projet dans les bureaux.

Nous ne voulons rien préjuger ; il nous paraît cependant difficile d'admettre que la gauche républicaine se laisse aller à appuyer de tout son crédit un projet de loi si manifestement contraire à ses principes, si ce projet n'était exclusivement dirigé contre les partis autres que le républicain. On comprendrait difficilement, dès lors, que la droite persistât à le soutenir.

L'attitude des journaux radicaux suffit à l'appuyer d'un nouveau confirmant cette opinion ; et nous en recommandons la lecture attentive à ceux des membres de l'Assemblée qui sont assez libéraux pour ne pas mettre les intérêts de leur parti au-dessus de leurs principes, et assez bons Français pour comprendre la nécessité de ne pas laisser toucher, même indirectement et par une voie détournée, au provisoire.

ALBERT DURUY.

Le Gaulois et l'Étoile

On lisait hier à la Dernière Heure de la Liberté :

« On annonce, pour paraître demain matin, l'*Étoile* à directeur-gérant, M. Emile Faure ; rédacteur en chef, M. Edmond Tarbé. »

Nous avons, en effet, reçu ce matin le premier numéro de l'*Étoile*, dont le papier, les caractères et la disposition générale rappellent à s'y méprendre le *Gaulois*, supprimé la veille par un décret de Versailles.

La signature de M. Edmond Tarbé ne figure pas à vrai dire sur ce premier numéro. Nous regrettons fort cet excès de prudence, car l'ex-directeur du *Gaulois* doit comprendre que si le gouvernement

est armé de pouvoirs discrétionnaires, dictatoriaux, il a le devoir indéclinable de maintenir l'égalité dans les rigueurs de sa justice distributive.

De même que la *Vérité*, suspendue il y a quelques mois, ressuscitait le journal mort-né la *Constitution*, sous la signature de M. de Portalis, Alceste et tatti quanti, le *Gaulois* a le droit acquis de réparaître dans l'*Étoile* avec tout le personnel de sa rédaction.

Ce n'est pas, on le sent bien, la cause d'un journal que nous plaçons en ce moment, mais celle de la justice et du bon sens. Nous avons enfin un but plus élevé, c'est de faire ressortir pour la centième fois l'impuissance de la répression en matière de presse.

JULES DE PRÉCY.

Le comte de Chambord à Anvers

Nous recevons les dépêches suivantes : Bruxelles, 22 février, soir.

On lit dans l'*Indépendance belge* : « Hier le comte de Chambord a reçu tous les députés de la droite présents à Anvers. Après la réception, les députés se sont rendus dans la salle commune, où un grand nombre de législatifs étaient réunis. On a bu à la santé du roi et à la restauration du pape. Aujourd'hui, grande réception. »

Bruxelles, 22 février.

L'*Indépendance belge* dit que la réception qui a eu lieu hier soir chez le comte de Chambord s'est prolongée jusqu'à cinq heures et demie.

Le baron Charette est revenu à Anvers. La réunion générale annoncée est encore remise.

Une députation nombreuse, venant de Lille, est attendue pour dimanche.

Hier, toute la soirée, il y a eu des rassemblements devant l'hôtel Saint-Antoine. Vers neuf heures, il y avait une foule compacte ; des cris hostiles ont été proférés.

Deux personnes ont été arrêtées, puis remises en liberté. Le bourgmestre d'Anvers est venu dans la place Verte, devant l'hôtel.

Anvers, 22 février, soir.

Le *Précurseur* d'Anvers dit que l'ex-roi de Hanovre, Georges V, est arrivé hier soir. Il a rendu visite au comte de Chambord ce matin, après la messe que le comte de Chambord entend tous les jours. M. Windhorst, député au Parlement de Berlin, accompagnait Georges V.

Plusieurs députés allemands de la fraction Windhorst sont attendus à Anvers.

« Il s'agit, assure-t-on, dit le *Précurseur*, en présence des chances de restauration qui s'offrent au comte de Chambord, d'ouvrir des négociations avec lui dans l'attente de certaines éventualités. La présence de M. Windhorst et de plusieurs de ses collègues avec Georges V serait le gage des dispositions du parti ultramontain allemand à se prêter à une combinaison politique, favorable à la fois au parti légitimiste français et à d'anciennes maisons royales d'Allemagne dépossédées. »

Le Manifeste fusionniste

Les colporteurs du manifeste fusionniste ont cherché des adhérents un peu partout, même sur les bancs du parti radical ; ils ont été — nous tenons le fait d'un député — jusqu'à solliciter la signature de M. Jean Brunet, qui s'est excusé alléguant, comme jadis la république florentine, qu'il était partisan du gouvernement de Jésus-Christ.

Voici du reste, d'après le *Temps*, où en sont les choses :

Le texte du manifeste continue à être tenu secret, si secret que le gouvernement lui-même ne paraît pas en avoir connaissance ; bien plus, que bon nombre des signataires ont dû souscrire en blanc. On se contente de re-

cueillir des adhésions générales, destinées à se transformer plus tard en signatures officielles. De là vient peut-être l'incertitude qui règne sur le chiffre de ces adhésions. On parlait hier de deux cents environ, dont une quarantaine appartiendraient à la lettre rédigée par M. Saint-Marc Girardin. Il y a aussi des doubles emplois qui contribuent à augmenter les doutes.

Le fond de l'affaire étant l'équivoque, il est difficile que les partis qui s'agissent de fusions ne s'inquiètent pas tout d'abord de l'engagement qu'on leur a fait prendre. Déjà on parle de signatures retirées, de défections. Si le comte de Chambord, comme on l'assure, est sur le point de publier une nouvelle déclaration, il faut attendre à un saut-qui-peut général.

Quoi qu'il en soit, le manifeste ne paraît pas destiné à la publicité ; on le gardera en poche, on ne divulguera point, les signatures (plusieurs signataires ont exigé le secret), on n'en dira pas même le nombre, et l'on se contentera de proclamer la fusion faite et l'avenir assuré, au risque de n'être qu'à moitié pris au sérieux par le public, et d'avoir, au contraire, donné une nouvelle marque d'impuissance.

Réunion de la Gauche républicaine

La gauche républicaine s'est réunie hier soir à Versailles, sous la présidence de M. Leblond. Dans cette réunion on s'est occupé du projet de loi présenté pendant la séance par le ministre de l'intérieur, pour la répression des attentats contre les droits de l'Assemblée nationale.

M. Carion a le premier pris la parole afin d'expliquer le projet.

M. Humbert a déclaré qu'il importait avant tout de s'attacher au texte et à l'exposé des motifs plutôt que de se préoccuper des commentaires improvisés fournis par M. Victor Lefranc. L'orateur a donné ensuite connaissance du texte des lois de 1819 et 1836, afin de démontrer que le gouvernement n'avait pas dû avoir l'intention de créer des rigueurs nouvelles, et qu'il avait désiré simplement appliquer des lois existantes au gouvernement légal reconnu par l'Assemblée.

M. Humbert, en terminant, a vivement réclamé l'appui de la gauche républicaine pour le projet.

M. Faye a parlé dans le même sens que le précédent.

M. Lepère a exprimé la crainte de voir le gouvernement abuser de ce projet contre la presse républicaine elle-même.

M. Emmanuel Arago a combattu les scrupules énoncés par M. Lepère. Il a demandé à tous ses collègues de la gauche de soutenir énergiquement le gouvernement dans la marche nouvelle qu'il paraît vouloir suivre. MM. Malens et Escarguel ont pris la parole dans le même sens.

A la presque unanimité, la réunion de la gauche a adopté la proposition Humbert.

On a désigné ensuite ceux des membres qui seront chargés de soutenir le projet dans les bureaux, lorsque samedi on nommera la commission.

ECHOS PARLEMENTAIRES

22 février.

Le coup d'Etat parlementaire, si pauvrement exécuté hier par le gouvernement continu de faire le sujet de toutes les conversations. La nuit a été consacrée à ce point de vue, à la prévision, à la mesure de la majorité de rencontre qui a voté hier l'urgence du projet de loi se désagrégera lors de la discussion sur le fond.

Bon nombre de républicains, même modérés, qui ont cédé, hier, un peu précipitamment, un peu aveuglément, au désir de défendre, de préserver le cher objet de tous leurs soins, leur idéal de gouvernement, s'aperçoivent aujourd'hui de la grande faute qu'ils ont commise contre eux-mêmes et contre la liberté.

Ceux des radicaux qui ont voté avec la gauche républicaine s'effraient à juste titre, de la participation que la droite semble vouloir prendre à la loi, du consentement même du gouvernement ; ils se disent qu'après tout, cette loi est une arme à deux tranchants, autant faite pour protéger la majorité monarchique de l'Assemblée que pour monar-

| BOURSE DU 23 FÉVRIER | | | | OBLIGATIONS | | | | | |
|----------------------|------------|---------|---------|-------------|---------|---------------------|----------|--------|--------|
| | | Précéd. | Premier | Plus | Dernier | Précéd. | Dernier | Hauss. | Baisse |
| 10 | 3 0/0 | 95 35 | 95 40 | 95 45 | 95 45 | 912 | 912 50 | 50 | |
| 7 1/2 | 4 1/2 0/0 | 102 30 | 102 35 | 102 40 | 102 40 | Ville de Paris 1860 | 910 | 280 | 50 |
| | 5 0/0 | 107 30 | 107 35 | 107 40 | 107 40 | 1865 | 908 | 140 | 35 |
| 4 1/2 | 5 1/2 0/0 | 112 30 | 112 35 | 112 40 | 112 40 | — 1871 non lib. | 944 | 245 | 75 |
| 4 1/2 | 6 0/0 | 117 30 | 117 35 | 117 40 | 117 40 | — 1871 libéré | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 6 1/2 0/0 | 122 30 | 122 35 | 122 40 | 122 40 | 1872 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 6 3/4 0/0 | 127 30 | 127 35 | 127 40 | 127 40 | 1873 libéré | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 6 7/8 0/0 | 132 30 | 132 35 | 132 40 | 132 40 | 1874 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 7 0/0 | 137 30 | 137 35 | 137 40 | 137 40 | 1875 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 7 1/8 0/0 | 142 30 | 142 35 | 142 40 | 142 40 | 1876 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 7 1/4 0/0 | 147 30 | 147 35 | 147 40 | 147 40 | 1877 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 7 1/2 0/0 | 152 30 | 152 35 | 152 40 | 152 40 | 1878 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 7 3/4 0/0 | 157 30 | 157 35 | 157 40 | 157 40 | 1879 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 7 7/8 0/0 | 162 30 | 162 35 | 162 40 | 162 40 | 1880 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 8 0/0 | 167 30 | 167 35 | 167 40 | 167 40 | 1881 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 8 1/8 0/0 | 172 30 | 172 35 | 172 40 | 172 40 | 1882 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 8 1/4 0/0 | 177 30 | 177 35 | 177 40 | 177 40 | 1883 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 8 1/2 0/0 | 182 30 | 182 35 | 182 40 | 182 40 | 1884 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 8 3/4 0/0 | 187 30 | 187 35 | 187 40 | 187 40 | 1885 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 8 7/8 0/0 | 192 30 | 192 35 | 192 40 | 192 40 | 1886 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 9 0/0 | 197 30 | 197 35 | 197 40 | 197 40 | 1887 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 9 1/8 0/0 | 202 30 | 202 35 | 202 40 | 202 40 | 1888 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 9 1/4 0/0 | 207 30 | 207 35 | 207 40 | 207 40 | 1889 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 9 1/2 0/0 | 212 30 | 212 35 | 212 40 | 212 40 | 1890 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 9 3/4 0/0 | 217 30 | 217 35 | 217 40 | 217 40 | 1891 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 9 7/8 0/0 | 222 30 | 222 35 | 222 40 | 222 40 | 1892 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 10 0/0 | 227 30 | 227 35 | 227 40 | 227 40 | 1893 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 10 1/8 0/0 | 232 30 | 232 35 | 232 40 | 232 40 | 1894 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 10 1/4 0/0 | 237 30 | 237 35 | 237 40 | 237 40 | 1895 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 10 1/2 0/0 | 242 30 | 242 35 | 242 40 | 242 40 | 1896 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 10 3/4 0/0 | 247 30 | 247 35 | 247 40 | 247 40 | 1897 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 10 7/8 0/0 | 252 30 | 252 35 | 252 40 | 252 40 | 1898 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 11 0/0 | 257 30 | 257 35 | 257 40 | 257 40 | 1899 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 11 1/8 0/0 | 262 30 | 262 35 | 262 40 | 262 40 | 1900 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 11 1/4 0/0 | 267 30 | 267 35 | 267 40 | 267 40 | 1901 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 11 1/2 0/0 | 272 30 | 272 35 | 272 40 | 272 40 | 1902 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 11 3/4 0/0 | 277 30 | 277 35 | 277 40 | 277 40 | 1903 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 11 7/8 0/0 | 282 30 | 282 35 | 282 40 | 282 40 | 1904 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 12 0/0 | 287 30 | 287 35 | 287 40 | 287 40 | 1905 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 12 1/8 0/0 | 292 30 | 292 35 | 292 40 | 292 40 | 1906 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 12 1/4 0/0 | 297 30 | 297 35 | 297 40 | 297 40 | 1907 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 12 1/2 0/0 | 302 30 | 302 35 | 302 40 | 302 40 | 1908 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 12 3/4 0/0 | 307 30 | 307 35 | 307 40 | 307 40 | 1909 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 12 7/8 0/0 | 312 30 | 312 35 | 312 40 | 312 40 | 1910 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 13 0/0 | 317 30 | 317 35 | 317 40 | 317 40 | 1911 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 13 1/8 0/0 | 322 30 | 322 35 | 322 40 | 322 40 | 1912 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 13 1/4 0/0 | 327 30 | 327 35 | 327 40 | 327 40 | 1913 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 13 1/2 0/0 | 332 30 | 332 35 | 332 40 | 332 40 | 1914 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 13 3/4 0/0 | 337 30 | 337 35 | 337 40 | 337 40 | 1915 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 13 7/8 0/0 | 342 30 | 342 35 | 342 40 | 342 40 | 1916 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 14 0/0 | 347 30 | 347 35 | 347 40 | 347 40 | 1917 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 14 1/8 0/0 | 352 30 | 352 35 | 352 40 | 352 40 | 1918 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 14 1/4 0/0 | 357 30 | 357 35 | 357 40 | 357 40 | 1919 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 14 1/2 0/0 | 362 30 | 362 35 | 362 40 | 362 40 | 1920 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 14 3/4 0/0 | 367 30 | 367 35 | 367 40 | 367 40 | 1921 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 14 7/8 0/0 | 372 30 | 372 35 | 372 40 | 372 40 | 1922 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 15 0/0 | 377 30 | 377 35 | 377 40 | 377 40 | 1923 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 15 1/8 0/0 | 382 30 | 382 35 | 382 40 | 382 40 | 1924 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 15 1/4 0/0 | 387 30 | 387 35 | 387 40 | 387 40 | 1925 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 15 1/2 0/0 | 392 30 | 392 35 | 392 40 | 392 40 | 1926 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 15 3/4 0/0 | 397 30 | 397 35 | 397 40 | 397 40 | 1927 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 15 7/8 0/0 | 402 30 | 402 35 | 402 40 | 402 40 | 1928 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 16 0/0 | 407 30 | 407 35 | 407 40 | 407 40 | 1929 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 16 1/8 0/0 | 412 30 | 412 35 | 412 40 | 412 40 | 1930 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 16 1/4 0/0 | 417 30 | 417 35 | 417 40 | 417 40 | 1931 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 16 1/2 0/0 | 422 30 | 422 35 | 422 40 | 422 40 | 1932 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 16 3/4 0/0 | 427 30 | 427 35 | 427 40 | 427 40 | 1933 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 16 7/8 0/0 | 432 30 | 432 35 | 432 40 | 432 40 | 1934 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 17 0/0 | 437 30 | 437 35 | 437 40 | 437 40 | 1935 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 17 1/8 0/0 | 442 30 | 442 35 | 442 40 | 442 40 | 1936 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 17 1/4 0/0 | 447 30 | 447 35 | 447 40 | 447 40 | 1937 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 17 1/2 0/0 | 452 30 | 452 35 | 452 40 | 452 40 | 1938 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 17 3/4 0/0 | 457 30 | 457 35 | 457 40 | 457 40 | 1939 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 17 7/8 0/0 | 462 30 | 462 35 | 462 40 | 462 40 | 1940 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 18 0/0 | 467 30 | 467 35 | 467 40 | 467 40 | 1941 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 18 1/8 0/0 | 472 30 | 472 35 | 472 40 | 472 40 | 1942 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 18 1/4 0/0 | 477 30 | 477 35 | 477 40 | 477 40 | 1943 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 18 1/2 0/0 | 482 30 | 482 35 | 482 40 | 482 40 | 1944 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 18 3/4 0/0 | 487 30 | 487 35 | 487 40 | 487 40 | 1945 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 18 7/8 0/0 | 492 30 | 492 35 | 492 40 | 492 40 | 1946 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 19 0/0 | 497 30 | 497 35 | 497 40 | 497 40 | 1947 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 19 1/8 0/0 | 502 30 | 502 35 | 502 40 | 502 40 | 1948 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 19 1/4 0/0 | 507 30 | 507 35 | 507 40 | 507 40 | 1949 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 19 1/2 0/0 | 512 30 | 512 35 | 512 40 | 512 40 | 1950 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 19 3/4 0/0 | 517 30 | 517 35 | 517 40 | 517 40 | 1951 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 19 7/8 0/0 | 522 30 | 522 35 | 522 40 | 522 40 | 1952 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 20 0/0 | 527 30 | 527 35 | 527 40 | 527 40 | 1953 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 20 1/8 0/0 | 532 30 | 532 35 | 532 40 | 532 40 | 1954 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 20 1/4 0/0 | 537 30 | 537 35 | 537 40 | 537 40 | 1955 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 20 1/2 0/0 | 542 30 | 542 35 | 542 40 | 542 40 | 1956 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 20 3/4 0/0 | 547 30 | 547 35 | 547 40 | 547 40 | 1957 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 20 7/8 0/0 | 552 30 | 552 35 | 552 40 | 552 40 | 1958 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 21 0/0 | 557 30 | 557 35 | 557 40 | 557 40 | 1959 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 21 1/8 0/0 | 562 30 | 562 35 | 562 40 | 562 40 | 1960 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 21 1/4 0/0 | 567 30 | 567 35 | 567 40 | 567 40 | 1961 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 21 1/2 0/0 | 572 30 | 572 35 | 572 40 | 572 40 | 1962 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 21 3/4 0/0 | 577 30 | 577 35 | 577 40 | 577 40 | 1963 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 21 7/8 0/0 | 582 30 | 582 35 | 582 40 | 582 40 | 1964 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 22 0/0 | 587 30 | 587 35 | 587 40 | 587 40 | 1965 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 22 1/8 0/0 | 592 30 | 592 35 | 592 40 | 592 40 | 1966 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 22 1/4 0/0 | 597 30 | 597 35 | 597 40 | 597 40 | 1967 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 22 1/2 0/0 | 602 30 | 602 35 | 602 40 | 602 40 | 1968 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 22 3/4 0/0 | 607 30 | 607 35 | 607 40 | 607 40 | 1969 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 22 7/8 0/0 | 612 30 | 612 35 | 612 40 | 612 40 | 1970 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 23 0/0 | 617 30 | 617 35 | 617 40 | 617 40 | 1971 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 23 1/8 0/0 | 622 30 | 622 35 | 622 40 | 622 40 | 1972 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 23 1/4 0/0 | 627 30 | 627 35 | 627 40 | 627 40 | 1973 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 23 1/2 0/0 | 632 30 | 632 35 | 632 40 | 632 40 | 1974 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 23 3/4 0/0 | 637 30 | 637 35 | 637 40 | 637 40 | 1975 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 23 7/8 0/0 | 642 30 | 642 35 | 642 40 | 642 40 | 1976 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 24 0/0 | 647 30 | 647 35 | 647 40 | 647 40 | 1977 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 24 1/8 0/0 | 652 30 | 652 35 | 652 40 | 652 40 | 1978 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 24 1/4 0/0 | 657 30 | 657 35 | 657 40 | 657 40 | 1979 | 947 50 | 347 50 | |
| 4 1/2 | 24 1/2 0/0 | 662 30 | 662 35 | 662 40 | 662 40 | 1980 | 948 | 245 75 | 75 |
| 4 1/2 | 24 3/4 0/0 | 667 30 | 667 35 | 667 40 | 667 40 | 1981 | 947 50</ | | |

exécutif républicain, et qui, par conséquent, se retournera contre eux s'ils persistent à réclamer la dissolution.

Quant à la droite, encore bien qu'elle sache que, dans la pensée du gouvernement, la loi devait être avant tout une réponse au manifeste des 80, elle se tiendra pour satisfaite de l'équivoque qu'elle y a introduite, et elle la votera vraisemblablement; mais, à coup sûr, elle guettera et saisira la première occasion de se venger de M. Thiers.

Au demeurant, si cette équivoque n'est point levée lors de la discussion, vous voyez bien que la loi est condamnée d'avance à rester inactive dans les cartons du ministère. On ne pourra raisonnablement s'en servir contre les légitimistes et les orléanistes, qui en seront devenus, dans ce cas, les principaux, presque les seuls auteurs. Il sera bien difficile de l'utiliser exclusivement contre les bonapartistes; on reculera sans doute devant cette mise hors la loi d'un parti.

En résumé, le gouvernement a fait une maladresse qu'il lui sera bien difficile de réparer, et dont il est à craindre qu'il ne porte une peine sévère.

La séance n'offre aucun intérêt. Les orateurs qui se succèdent à la tribune : MM. Bédard, Leblond, Depierre, etc., ne font guère que reproduire, avec plus ou moins de fidélité et de succès les arguments développés hier et avant-hier par MM. Arago, Bertaud, Béranger, etc. Nous sommes même menacés d'avoir à vivre encore demain et peut-être après demain cette question épuisée de la magistrature.

La physionomie de la salle est des plus monotones : le train de 1 heure 25 minutes avait apporté un bouquet de jolies femmes, attirées sans doute par les émotions d'hier; elle sont à l'étier sous la lumière maussade d'une salle où le jour n'entre qu'à regret.

Dans la tribune des vice-présidents, on remarque le comte et la comtesse de Paris, le duc de Montpensier, etc. M. Léand, des *Débats*, qui leur sert de chroniqueur, M. Léand s'agrippant, du reste, de sa tâche avec toute la mauvaise grâce du monde : il ne cesse presque pas d'écouter son compte rendu sur son genou, et lorsque le comte de Paris veut obtenir de lui quelque renseignement, il est obligé de l'arracher à son grimoire.

M. Rouher est venu de bonne heure. Il a bientôt fini de parcourir la distribution d'imprimés parlementaires du jour, et il se met à écouter. Évidemment, les orateurs l'ennuient. De temps en temps, il se lève, s'en va appuyer contre une des colonnes de la salle, passe dix minutes à regarder dans les tribunes et regagne mélancoliquement son banc. Je suis bien sûr que M. Buffet lui a fait le plus grand plaisir en venant passer un bon quart d'heure près de lui.

Le comte et la comtesse de Paris et le duc de Montpensier sont rentrés à Paris par le train de 4 h. 55. Savez-vous que le comte et la comtesse de Paris ne se parlent qu'en anglais, quand il y a des étrangers autour d'eux?

REVUE DES JOURNAUX

Parmi les journaux qui se prononcent sur la proposition de M. Victor Lefranc et sur la suspension du *Gaulois* et de l'*Armée*, les uns discutent l'intention et la portée politique de ces mesures graves et imprévues, les autres se contentent de protester au nom des principes.

En voyant hier la droite et la gauche se lever ensemble pour voter l'urgence ou l'urgence pour le gouvernement, on pouvait prévoir que chacun de ces partis réclamerait aujourd'hui le bénéfice des rigueurs qui vont menacer ces vagues ennemis du provisoire que M. Victor Lefranc n'a pas voulu définir hier, mais parmi lesquels on peut et on doit compter le bonapartisme, après la suspension du *Gaulois* et de l'*Armée*.

Les menées pour une restauration impérialiste paraissent à la Gazette de France le seul danger contre lequel le gouvernement a cru nécessaire de demander l'investiture de nouveaux et plus grands pouvoirs.

L'on comprend très bien, dit-elle, que le gouvernement veuille défendre l'Assemblée et se protéger lui-même contre les entreprises du vaincu de Sedan; mais l'on ne comprend pas pourquoi il ne le fait pas avec plus de netteté et de franchise.

Si les Bonapartes conspirent contre notre pays, s'ils cherchent à tout quelque ventrière, à renouer des Bonapartes et des Strasbourgs, pourquoi ne pas le faire connaître hautement à la tribune, et montrer ce que ces menées ont de déplorable, de coupable, de criminel, au moment même où il nous faut le calme pour trouver, par le crédit, la rançon que nous obligent à payer, à l'étranger, les fautes sans nom commises par l'empereur et ses ministres.

Pourquoi, en effet, ne pas les dénoncer nommément; pourquoi, après avoir été mis au pied du mur par M. de la Roche-Ayraud-Basac, au lieu d'avoir parlé de la souveraineté de l'Assemblée, n'avoir pas parlé des droits plus restreints de la majorité qui est monarchique, chacun le sait? C'est là un

point noir dans le ciel de la Gazette? Et pour des consciences qui ont à supporter le poids d'un manifeste et d'une fusion, ces inquiétudes n'ont rien que de très naturel.

Si l'impérialisme, dit-il, ne tenant compte d'aucune des difficultés que nous infligent ses fautes, tente de nouvelles et criminelles aventures, dans un but d'ambition, le gouvernement a le devoir d'en instruire publiquement la nation, mais il ne faut pas généraliser les actes de sévérité et laisser croire que d'autres partis cherchent à entraver la marche régulière du gouvernement.

Si nous savons notre langue, sérénité est congénère de Sénarisme, lequel est la meilleure épithète que l'on puisse accolier au nom d'un despote ou d'un gouvernement personnel. On a dit Son Altesse Sérénissime en parlant du duc de Venise.

L'Ordre publie le discours prononcé par M. Thiers sur la liberté de la presse, dans la séance du 30 janvier 1868.

Le Soir, après avoir nié l'efficacité des mesures de répression à l'égard de la presse, comme moyen politique, donne à l'initiative du gouvernement le caractère d'une véritable déclaration républicaine. Menacée d'un côté par la monarchie fusionnaire, de l'autre par la propagande impérialiste, la République sans réticences est, suivant M. Pessard, le seul refuge qui lui reste aujourd'hui, s'il ne veut pas se mettre à la remorque du premier de ces partis, en restant suspect aux yeux de l'opinion qui entend encore moins le provisoire dans le sens du manifeste des 80 que dans celui du programme radical de M. Gambetta.

Nous n'examinerons pas même aujourd'hui, dit le Soir, ce côté spécial de la question. Nous nous bornerons à faire remarquer que l'acte d'urgence défensive du gouvernement ne serait qu'une impuissance et inutile violence, s'il n'avait pour conséquence une proposition formelle demandant l'établissement de la République définitive.

Il faut être logique. Le projet de loi présenté par M. Victor Lefranc marque la fin du provisoire ou il ne signifie rien du tout. Ou bien il est le commencement d'une affirmation gouvernementale ou bien il n'est qu'une seconde édition des décrets de 1852 ou des décrets de la Commune. Si le statut qui est maintenu, si le provisoire subsiste, si les légitimistes peuvent à loisir faire chorus avec les orléanistes et teindre et déteindre leur drapeau pour la plus grande gloire et le plus grand profit de Mgr le roi de France, S. M. Henri V, les coups portés aux bonapartistes peuvent être trouvés fort bien appliqués par les royalistes et les républicains, ils ne servent absolument à rien et ne donneront aucune force nouvelle à M. Thiers et à ses collègues.

Quant aux exécutions opérées sur certains organes de la presse et au régime discrétionnaire sous lequel on menace de la placer, l'opinion est unanime. Même pour servir un régime politique qui serait la vérité et la justice absolues, de tels procédés seraient funestes et impuissants. Nous prendrions au hasard l'opinion d'une feuille peu suspecte de tendresse pour la Charte de 1830 et le régime bourgeois, mais, en somme, libérale : la République française :

Nos sentiments à l'égard des suspensions ou suppressions de journaux, dit-il, sont connus : nous pensons qu'il n'est à la fois rien de plus inutile et de plus dangereux pour un gouvernement que de s'attaquer à la presse. La liberté de la presse est une liberté nécessaire : ce n'est pas nous qui avons inventé le mot. Il faut savoir s'accommoder de cette liberté nécessaire, non pas mal gré, de même qu'il faut savoir prendre son parti des abus de cette liberté et même des dangers qu'elle peut offrir. Quant aux dangers, nous n'y croyons pas; quant aux abus, s'il y en a, la juridiction du jury est là pour les réprimer. Mais la suppression, la suspension, ne sont pas des actes que nous puissions accepter sans protestation, non pas comme journalistes, mais comme citoyens attachés à la liberté de la presse comme à toutes les autres.

..... S'il y a des factieux qui conspirent, que la police les surveille, que la justice les punisse selon les formes réglées par la loi, et avec toutes les garanties que la législation, protectrice des droits de tous, doit accorder à des accusés, il n'y a rien là que de régulier; nulle liberté n'est violée; le gouvernement reste dans son droit en se défendant, et toute protestation devient impossible. Veillez sur les personnes comme vous le devez; mais laissez là les journaux. Les journaux ne conspirent point; les journaux ne sont que des véhicules d'idées, que les organes de l'opinion.

On lit dans le Constitutionnel :

M. le directeur du Pays vient d'être informé officiellement que ce journal est autorisé à réapparaître le 1^{er} mars.

L'Avenir libéral, suspendu il y a quelques mois, reparaitra le 1^{er} mars prochain.

TRAVAUX PARLEMENTAIRES

LA LEVÉE DE L'ÉTAT DE SIÈGE

La 7^e commission d'initiative parlementaire s'est occupée, dans sa dernière séance, de la proposition de M. Schœlcher et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet de décréter la levée

de l'état de siège dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise.

La commission s'est prononcée contre la prise en considération et a nommé le baron Chaurand rapporteur.

LES LIEUX DE TRANSPORTATION

On a nommé hier dans les bureaux, la commission qui devra examiner le projet de loi ayant pour objet de désigner des lieux de déportation. Les quinze commissaires élus sont MM. Alphonse Gent, le colonel Denfert, Rollin, Vandier, Bue, La Serve, Ducarre, Schœlcher, Dumont, l'amiral La Roncière Le Noury, l'amiral de Montaignac, Edmond Turquet, Target, de Salvandy, Victor Hamille.

Dans le 12^e bureau, M. Turquet a exprimé l'opinion qu'il importe que la loi soit appliquée sérieusement. Et il lui semble indispensable, pour arriver à ce but, que le gouvernement présente en même temps une loi réglant le mode de déportation et le régime auquel devront être soumis les déportés. Les lois précédentes n'avaient été faites qu'en vue d'un nombre très restreint de déportés. Jamais alors on n'avait songé que 5 ou 6,000 individus pourraient être condamnés à cette peine.

Il importe donc de réviser entièrement la législation sur cette matière.

L'opinion de l'honorable M. Turquet a, du reste, été défendue également dans d'autres bureaux.

M. Duportal, rédacteur en chef de l'*Emancipation*, de Toulouse, vient de se rendre à la prison Saint-Michel pour y subir les quatre mois de détention auxquels il a été condamné par le jury de la Haute-Garonne.

L'*Emancipation* raconte comme suit la manière dont M. Duportal s'est séparé de ses collaborateurs, et l'incident qui a marqué le trajet qu'avait à parcourir le condamné pour se rendre à la prison. Nous reproduisons tel quel ce récit qui ne se recommande pas par son excès de simplicité :

Après avoir fait hier ses adieux aux nombreux amis qui s'étaient rendus aux bureaux de l'*Emancipation* pour lui donner l'accolade du départ, M. Duportal se dirigeait précipitamment vers la prison Saint-Michel, où sans tenir compte de l'état de santé de notre rédacteur en chef, le nouveau procureur général de Toulouse avait exigé, pour ce soir même, son incarcération immédiate.

Sur le parcours de la route, tant de fois suivie, qui mène de l'*Emancipation* au palais de justice, deux agents de police, apostés là tout exprès, ont appréhendé au corps M. Duportal et ont exigé, contre le gré de ce dernier, qu'il continuât son chemin entre eux jusqu'au greffe de la prison.

Pour ne pas se départir de ses habitudes agressives en matière de discussion, le journal de M. Duportal ajoute les observations suivantes :

Envers un forçat en rupture de ban, les limiers de MM. B. Belot et Ferry eussent été peut-être moins rigoureux.

Ces procédés sont un spécimen des aménités répressives que probablement nous préparons à courte échéance le gouvernement paternel de M. Thiers.

Aux républicains, dont les bras sont encore libres, domusor et de prévenir les menaces éventuelles du lendemain.

L'*Emancipation*, qui n'a pas coutume de dissimuler sa pensée, devrait bien expliquer ce qu'elle entend par « prévenir les menaces éventuelles du lendemain ».

Tandis que M. Duportal se rendait en prison, les bureaux de son journal recevaient la visite de deux témoins de M. Bresson, du journal où toulousain la *Réforme*, visite accompagnée par des articles de polémique. Il en résulte la convention d'une réparation par les articles qui sera donnée par le rédacteur de l'*Emancipation* au rédacteur de la *Réforme*, dès que M. Duportal sera sorti de prison.

Nous recevons la lettre suivante, que notre impartialité nous fait un devoir de publier :

Paris, le 22 février 1872.

A Monsieur le directeur de la LIBERTÉ.

Monsieur, Dans son numéro daté d'aujourd'hui, la *Liberté* consacre aux graves questions soulevées par le séquestre des propriétés de la Compagnie immobilière, un article où je suis pris à partie, nominativement d'abord, et ensuite par voie d'insinuation.

Les attaques sont fréquentes et diverses, depuis quelques jours, contre le Crédit mobilier et son président. Jusqu'à présent, je n'ai pas cru devoir y répondre. Mais l'importance de votre publicité et le caractère des réflexions de M. du Bourgneuf sont tels, que je ne saurais hésiter à relever trois points qui se dégagent des passages de son article où mon nom figure. J'ai la conviction que vous accueillerez ma réponse, la *Liberté* m'ayant habitué, sous sa direction actuelle, comme sous celle de M. de Girardin, à une courtoisie que je ne saurais oublier.

L'auteur de l'article, se plaçant gratuite-

ment dans l'hypothèse où le président du Crédit mobilier serait adjoint au gouverneur du Crédit foncier pour la liquidation de la Compagnie immobilière, estime que je n'appartiens pas, à cette œuvre, l'esprit de modération désirable. Ma réponse se trouve dans le langage que j'ai tenu, au sujet de cette Compagnie, dès le 18 septembre dernier, à l'assemblée des actionnaires du Crédit mobilier.

« Nous avons intérêt à nous montrer, vis-à-vis d'elle, des créanciers vigilants, mais bienveillants, et je ne puis pas douter qu'elle ne rencontre chez eux qui priment « nos droits et qui, par ce motif, n'auraient pas les mêmes raisons pour la ménager, des « dispositions non moins favorables que les « nôtres au succès de ses efforts pour sortir « de la crise qu'elle traverse et que les évé- « nements politiques ont singulièrement ag- « gravés depuis un an; car, dans les circon- « stances actuelles, toute mesure qui dépré- « cierait ses immeubles ferait subir une « dépréciation correspondante à l'ensemble « de la propriété foncière parisienne. »

« Mais je crois fermement que le Crédit « mobilier, affranchi des solidarités qu'il a « encore avec la Compagnie immobilière, et « dont l'opinion du monde financier peut « toujours s'exagérer la portée, aura une « meilleure situation et pourra se montrer « d'autant plus facile envers son principal « débiteur. »

Mon opinion et ma ligne de conduite n'ont pas varié depuis lors. Il y a, du reste, dans le passage que je viens de rappeler, une réfutation anticipée de cette étrange insinuation que je pourrais me faire, soit l'instrument, soit l'auxiliaire complaisant d'un ensemble de mesures tendant à provoquer une crise de l'industrie du bâtiment? Est-il à Paris un propriétaire, un entrepreneur ou un ouvrier du bâtiment qui voie en moi un adversaire possible? Quant à faire regretter mon administration comme préfet de la Seine, je ne le crois pas avoir à m'en occuper, et je pourrais invoquer à cet égard les appréciations de la *Liberté* elle-même.

Enfin, il ne s'agit pas jusqu'à la passion politique qui ne doive, selon M. du Bourgneuf, jouer un rôle en cette affaire! Je suis convaincu, monsieur le directeur, que vous aurez moins oublié que lui ma résolution, rendue publique en maintes circonstances, de demeurer dans la vie privée. Mon caractère, bien connu, dit assez que je ne ferai jamais indirectement rien qui soit contraire à mes sentiments avoués.

Je termine par cette observation : Lorsque le conseil d'administration du Crédit mobilier est, presque chaque jour, en rapport avec les représentants officiels de la Compagnie immobilière, pour chercher les bases d'une transaction qui puisse sauvegarder tous les intérêts, des polémiques agressives sont en conviendrez, de singuliers moyens d'encourager ces bons vouloirs.

Veillez recevoir, Monsieur le directeur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

G.-E. HAUSMANN.

LES ACTES OFFICIELS

L'Assemblée nationale a adopté, Le président de la République française promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — Si l'Assemblée nationale ou celles qui lui succèdent viennent à être illégalement dissoutes ou empêchées de se réunir, les conseils généraux s'assembleront immédiatement, de plein droit, et sans qu'il soit besoin de convocations spéciales, au chef-lieu de chaque département.

Ils pourront s'assembler partout ailleurs dans le département, si le lieu habituel de leurs séances ne leur serait pas offert de garanties suffisantes pour la liberté de leurs délibérations.

Les conseils ne sont valablement constitués que par la présence de la majorité de leurs membres.

Art. 2. — Jusqu'au jour où l'Assemblée, dont il sera parlé à l'article 3, aura fait connaître qu'elle est régulièrement constituée, le conseil général pourra d'urgence au maintien de la tranquillité publique et de l'ordre local.

Art. 3. — Une Assemblée composée de deux députés élus par chaque conseil général, en comité secret, se réunira dans le lieu où se seront rendus les membres du gouvernement légal et les députés qui auront pu se soustraire à la violence.

L'Assemblée des députés n'est valablement constituée qu'autant que la moitié des départements, au moins, s'y trouvent représentés.

Art. 4. — Cette Assemblée est chargée de prendre, pour toute la France, les mesures urgentes que nécessite le maintien de l'ordre et spécialement celles qui ont pour objet de rendre à l'Assemblée nationale la plénitude de son indépendance et l'exercice de ses droits.

Elle pourvoit provisoirement à l'administration générale du pays.

Art. 5. — Elle doit se dissoudre aussitôt que l'Assemblée nationale se sera reconstituée par la réunion de la majorité de ses membres sur un seul et unique point de territoire.

Si cette reconstitution ne peut se réaliser dans le mois qui suit les événements, l'Assemblée des députés doit décréter un appel à la nation pour des élections générales.

Ses pouvoirs cessent le jour où la nouvelle Assemblée nationale est constituée.

Art. 6. — Les décisions de l'Assemblée des députés sont prises à la majorité absolue.

Art. 7. — Les décisions de l'Assemblée des députés sont prises à la majorité absolue.

Art. 8. — Les décisions de l'Assemblée des députés sont prises à la majorité absolue.

Art. 9. — Les décisions de l'Assemblée des députés sont prises à la majorité absolue.

Art. 10. — Les décisions de l'Assemblée des députés sont prises à la majorité absolue.

Art. 11. — Les décisions de l'Assemblée des députés sont prises à la majorité absolue.

Art. 12. — Les décisions de l'Assemblée des députés sont prises à la majorité absolue.

Art. 13. — Les décisions de l'Assemblée des députés sont prises à la majorité absolue.

Art. 14. — Les décisions de l'Assemblée des députés sont prises à la majorité absolue.

Art. 15. — Les décisions de l'Assemblée des députés sont prises à la majorité absolue.

Art. 16. — Les décisions de l'Assemblée des députés sont prises à la majorité absolue.

Art. 17. — Les décisions de l'Assemblée des députés sont prises à la majorité absolue.

Art. 18. — Les décisions de l'Assemblée des députés sont prises à la majorité absolue.

Art. 19. — Les décisions de l'Assemblée des députés sont prises à la majorité absolue.

Art. 20. — Les décisions de l'Assemblée des députés sont prises à la majorité absolue.

Art. 21. — Les décisions de l'Assemblée des députés sont prises à la majorité absolue.

Art. 22. — Les décisions de l'Assemblée des députés sont prises à la majorité absolue.

Art. 23. — Les décisions de l'Assemblée des députés sont prises à la majorité absolue.

légues doivent être exécutées, à peine de forfaiture, par tous les fonctionnaires, agents de l'autorité et commandants de la force publique.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 15 février 1872.

NOS INFORMATIONS

UN TIRAGE ARRIÈRE DE L'EMPRUNT DÉPARTEMENTAL

Ce matin à 10 heures, à la salle Saint-Jean (hôtel de ville), le tirage des obligations remboursables de l'emprunt départementale de 50 millions de francs, qui devait avoir lieu le 1^{er} novembre 1871.

A ce vingt-neuvième tirage, il a été extrait 3,737 numéros d'obligations remboursables au pair.

LES VICTIMES DE LA GUERRE CIVILE

Les victimes de la guerre civile ont adressé au conseil municipal, comme on sait, une pétition relative au paiement des indemnités de dommages aux créanciers elles prétendent, pour le cas où l'Etat rembourserait à la ville de Paris les 200 millions de la contribution de guerre payée aux Prussiens. Les pétitionnaires semblent avoir fait une interprétation erronée du vœu émis par le conseil à ce sujet. Aussi, celui-ci doit-il avertir le public par voie d'affiches qu'il n'a jamais pris l'engagement de dédommager directement les sinistres, si la contribution de guerre est restituée. Le conseil municipal compte seulement, dans cette hypothèse, organiser un service de trésorerie qui donnera à la Ville les moyens de mettre les intéressés à même d'attendre le paiement par l'Etat des indemnités qu'ils lui réclament.

L'ENCEINTE FORTIFIÉE

Un de nos reporters a fait hier le tour complet de l'enceinte fortifiée, et nous a rapporté les renseignements suivants sur les réparations qui ont déjà été exécutées, et celles qui sont encore en cours d'exécution.

A Courcelles, Asnières, Clichy et Saint-Ouen, tout est réparé; la petite poterne de Saint-Ouen, qui était restée si longtemps fermée, est enfin ouverte. A Montmartre, à Clignancourt et à la Chapelle, on achève les travaux, à Aubervilliers, on s'occupe de la caserne. Toutes ces portes sont complètes, ainsi que celle de la Villette, y compris les poternes servant au passage des eaux des canaux de l'Ourcq et de Saint-Martin. Les portes de Pantin, Roumainville et des Prés-Saint-Gervais sont également terminées. A Ménilmontant, Saint-Mandé et Vincennes, on n'a pas encore entièrement achevé les travaux de terrassement, mais un très grand nombre d'ouvriers du génie militaire y sont occupés. De même à Montreuil, et à la cartoucherie de Saint-Maur dont les travaux de reconstruction viennent de commencer. La porte de Vincennes est, depuis très longtemps déjà, entièrement rendue à la circulation.

Les ouvriers sont encore occupés aux portes de Reuilly et de Montempoivre, mais ils ont entièrement abandonné celles de Picpus, d'Ivry et de Charenton; ces portes n'avaient du reste que peu souffert, et on n'avait qu'à défaire les travaux de fortification exécutés pendant le premier siège.

Au bastion 17, les ouvriers ont presque fini leurs travaux; on achève en ce moment de restaurer l'escalier. La porte Dauphine est complètement remise en état, ainsi que celle de Billancourt. Les maisonnettes d'octroi de cette porte, qui ont été effondrées par les obus, ne sont cependant pas encore réparées. Aux Ternes, on met la dernière main aux réparations de l'escalier. Aux sorties de Saint-Basile et de la Revotte, on pose en ce moment les derniers pavés. Le fossé de la porte Villiers est enfin comblé, et les ponts-levis ne servent plus à la circulation.

LA POSTE RESTANTE

On va prochainement changer, non-seulement le bâtiment dans lequel se trouve aujourd'hui la poste restante, mais encore l'organisation qui y régit, pour la reconnaissance et la distribution des lettres.

Nous donnerons prochainement des détails plus complets en ce qui regarde les nouveaux locaux où elle sera installée. Pour ce qui concerne la nouvelle méthode qui y sera suivie, il nous suffira de dire qu'elle sera absolument la même que celle que l'on suit depuis longtemps déjà à New-York, et qui a été essayée rue Jean-Jacques Rousseau, il y a deux ans.

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS ET LES FAILLITES

La reconstitution des dossiers contenant les comptes de faillites vient d'être complètement terminée à la caisse des Dépôts et Consignations. Tous les documents nécessaires avaient été mis à la disposition de cette administration par le tribunal de commerce, le 1^{er} août 1871. On sait que ces documents, émanant de la comptabilité des syndics, sont réunis et contrôlés au tribunal de commerce. La Commune avait jeté dans leur classement

une certaine perturbation, complètement réparée aujourd'hui, après de longues recherches.

LE RÉCOULEMENT DES OBJETS D'ART AU THÉÂTRE-FRANÇAIS

En ce moment la Comédie-Française est soumise à la vérification du Domaine qui veut spécifier les objets d'art qui appartiennent aux associés et ceux qui appartiennent à l'Etat. L'affaire se complique tous les jours de plus en plus, et les employés des deux parties sont absolument sur les dents. L'autre jour, il s'agissait de savoir à qui devait appartenir la superbe Voltaire de Houdon : le Domaine le revendiquait, les sociétaires tenaient bon. Le cas était pendant, quand l'un d'eux eut aux archives, fouillé dans les titres de propriété du théâtre et revint triomphant tenant une lettre par laquelle il démontre, *probantibus ipso*, que le Voltaire était un cadeau fait par un particulier au théâtre, et que par conséquent l'Etat n'avait rien à y voir.

Aujourd'hui, il s'agit du fameux portrait de Molière, par Mignard, que le public a pu apprécier il y a trois ans, alors qu'on l'avait exposé au foyer. Une fois ce débat terminé, ce sera le tour d'Adrien Lecœur, que l'on commence à contester. Tous y passeront. Jusqu'à présent, néanmoins, nous constatons avec plaisir que la Société du théâtre a pu prouver que la plupart des objets revendiqués lui appartenaient personnellement.

NOUVELLE PLANTATION D'ARBRES AU BOIS DE BOULOGNE

Depuis hier, un grand nombre d'ouvriers terrassiers sont occupés à déraciner, dans les fourrés les plus épais du bois de Boulogne, des arbres et des arbustes, qui devront combler les vides nécessités par les besoins de la zone militaire au moment de l'investissement de Paris par l'armée allemande.

L'allée des Acacias sera ainsi complètement rebouée avant un mois au moyen d'arbres de même espèce, transplantés des environs de la grande cascade. Quant à la partie du bois de Boulogne qui regarde l'enceinte du côté de Passy, on y plantera des chênes verts pris dans les environs de Boulogne.

LES TIMBRES TÉLÉGRAPHIQUES

L'administration des télégraphes recommande à mettre en circulation les timbres télégraphiques qu'elle avait momentanément supprimés. La cause de cette suppression était la disparition d'un certain nombre de planches pendant la Commune. Au moment où cette mesure a été prise, vers la fin de juillet, les négociants et les particuliers ont été admis à aller échanger contre de l'argent, à l'administration centrale, rue de Grenelle Saint-Germain, les timbres qu'ils avaient en leur possession, à la seule condition d'en indiquer la provenance.

LES RÉQUISITIONS

Le ministère de la guerre doit faire placarder aujourd'hui un avis pour rappeler au public que les commissions de réquisition, instituées par le général de Cissey pour la liquidation des créances provenant des réquisitions faites, pendant la guerre contre la Prusse, par les autorités françaises, fonctionnent sur les points déterminés. Pour les armées de Paris, du Rhin et de Sedan, dit cet avis, les intéressés doivent s'adresser, à Paris, à la commission présidée par M. l'intendant Pédier. Les deux autres sont présidées par M. l'intendant général Wolf.

SUICIDES ET ACCIDENTS

Hier, à neuf heures du soir, la dame Henriette Vordet, demeurant 66, avenue d'Antin, a mis fin à ses jours en s'empoisonnant à l'aide d'arsenic. Transportée immédiatement à l'hôpital, elle a fini par avouer le motif de son suicide, qu'elle a attribué à la misère, et est morte quelques heures après.

Le même jour, à deux heures du matin, des cris épouvantables se faisaient entendre au 32 de la rue Lozère. Le sieur Amédée Blondy venait de se faire sauter la cervelle. La mort a été immédiate.

Hier, après midi, rue du Commerce, le sieur Chevet (Louis), charretier, conduisant une voiture lourdement chargée lorsqu'il arrivait en face du numéro 41, il fut violemment heurté par un tombereau et précipité sur la chaussée. Il s'en trouva le crâne en tombant sur la bordure du trottoir. M. Simonneau, commissaire de police, le fit transporter à l'hôpital de Lariboisière. Son état est désespéré.

Hier, à midi, un homme d'une trentaine d'années parcourait en gesticulant le pont Neuf et attirait à sa suite une foule de curieux, qui s'amusaient beaucoup de ses contorsions bizarres. Arrivé à la hauteur de la Samaritaine, l'individu enjamba lestement le parapet et se précipita dans la Seine. Toutes les recherches faites pour le retrouver sont demeurées infructueuses. On a tout lieu de

pour le moment, ce n'est pas de vous qu'il s'agit. Qui avez-vous recueilli?

— Le petit.

— Quel petit!

— Eh! tenez, monsieur, venez par ici, venez avec moi. Que ces messieurs vous suivent

penser qu'il venait d'être subitement atteint d'aliénation mentale.

UNE ARRESTATION

L'un des individus les plus compromis dans l'affaire des otages, le sieur Z..., commandant du 151^e bataillon fédéré et qui l'on avait les meilleures raisons de croire fusillé au moment de l'entrée des troupes à Paris, a été reconnu hier, sur le boulevard de la Villette par un gardien de la paix, qui avait fait partie de son bataillon pendant le premier siège de Paris. L'information à laquelle cette arrestation a donné lieu n'est pas encore terminée. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que cet individu, qui s'était tenu très longtemps caché, sous un nom d'emprunt, ne sortant que rarement, toujours le soir, se croyant aujourd'hui définitivement oublié, venait de reprendre son métier et se rendait à son atelier au moment où il a été arrêté.

SUICIDE A DEUX

Adolphe Firmin, domicilié 15, rue des Abbesses, s'aperçut hier que la vie était un fardeau insupportable; aussi décida-t-il qu'il partirait le soir même pour un monde meilleur. Seulement, comme il n'aime pas à voyager seul, lorsque le moment de s'embarquer fut venu, il emmena son chien, et c'est en sa compagnie qu'il se jeta à la Seine vers sept heures du soir. On l'a repêché encore vivant, sans son chien, mais on désespère de ses jours.

LA LINGERIE IMPÉRIALE

Les 26, 27, 28 et 29 de ce mois on vendra au Louvre (pavillon Jean Goujon), aux enchères publiques, 22,439 pièces de lingerie provenant de l'ancienne maison impériale.

LA LIBÉRATION DU TERRITOIRE

Nous recevons la lettre suivante :

A monsieur le rédacteur en chef du journal LA LIBERTÉ.

Dans un de vos précédents numéros, vous entrepreniez, vos lecteurs d'une combinaison financière qui a une telle analogie avec un projet que je viens de soumettre au gouvernement, que je dois avoir pour vous prier de vouloir bien accueillir dans vos colonnes quelques explications à ce sujet. Si ce n'est pas de mon projet dont vous avez parlé, ce que je vais vous dire ne peut, en tout cas, que profiter à celui qui vous occupe, car les deux idées ont, je le répète, une telle analogie, qu'il sera facile, en les fusionnant, d'en faire un ensemble excellent, profitable à la patrie malheureuse !

Entre autres choses, vous dites : « On fournirait à l'Allemagne : Trois milliards d'obligations de chemins de fer, qui seraient remplacées entre les mains des porteurs par des titres de Rente. L'échange serait fait entre les deux valeurs au cours de la Bourse. »

Mon projet à moi se résume comme suit : Les obligations 3 0/0 de chemins de fer, dont le revenu fixe est garanti par l'Etat (je le suis occupé d'abord de cette nature de titres), subissent actuellement une taxe moyenne annuelle de 50 centimes par titre. On propose d'élever cet impôt à 70 centimes, 80 centimes ou 1 franc. Mais, dans l'espèce, le chiffre de la surélévation importe peu ; ce qu'il est utile de faire ressortir, c'est que cette surélévation proposée frapperait le titre à perpétuité.

En bien ! au lieu de cette augmentation d'impôt à perpétuité, je propose, moi, de frapper les obligations garanties d'une taxe de 1/2 pour cent de leurs cours (soit 1 fr. 50 par titre environ, y compris la taxe actuelle), mais avec faculté pour le titulaire de se faire franchir de l'impôt total par la combinaison suivante :

« A tous les porteurs de titres atteints par le nouvel impôt, l'Etat laisserait le choix, soit de les conserver en payant cet impôt, soit de les échanger dans un délai déterminé contre des titres de Rente 5 0/0 au porteur ou nominatifs, du même revenu, au moins, et exempts de charges.

« L'échange serait réglé sur les bases les plus larges, afin d'éviter toute incertitude et toute déception.

« Le titre le moins favorisé par le nombre d'annuités restant à couvrir recevrait exactement le revenu fixe pour lequel il a été créé.

« Les autres recevraient des revenus proportionnellement supérieurs au nombre d'annuités qui établiraient leur droit de préférence de valeur aux précédents ; car on sait que plus un titre amortissable se rapproche de la dernière année de son amortissement et plus il acquiert de valeur.

« L'Etat prendrait la place des prêteurs, ainsi rendrais, vis-à-vis des emprunteurs.

« Les nouveaux titres de rente délivrés en échange des obligations conserveraient, par une indication spéciale, la double garantie des emprunteurs originaires et de l'Etat, au profit des rentiers. Ils pourraient en outre être tirés aléatoirement de lots importants applicables par tirage au sort à la combinaison est assez riche pour permettre à l'Etat cette libéralité.

Il résulte des considérations développées dans le projet dont je joins un exemplaire à cette lettre, que les obligataires, frappés des avantages que leur assurerait la conversion de leurs titres en rente 5 0/0, n'hésiteraient pas un instant à faire cette conversion ; et c'est en réalisant cette grande opération que l'Etat trouverait une ressource gratuite de trois milliards, et que les obligataires bénéficieraient de 675 millions au moins.

Vous voyez par ce qui précède, monsieur le rédacteur, que vos paroles paraissent bien se rapporter à ma combinaison. Je le voudrais, et je voudrais surtout pouvoir vous y intéresser assez pour que vous la recommandiez à tous les hommes compétents, sans distinction de parti.

Cette combinaison est essentiellement pratique, elle ne froisse aucun intérêt et répond par conséquent à cet appel de M. le ministre des finances : « Nous sommes prêts, hélas ! à accepter toutes les ressources qu'on voudra, à bien nous porter sans nuire au crédit. » Si donc on veut prendre la peine de l'examiner avec bienveillance, on la réalisera, j'en ai la conviction profonde, et sa réalisation sortira certainement la France des embarras financiers qui l'accablent.

Agréé, etc.

L. GUÉRET,
35 et 37, rue de Seine, à Paris.

ÉDILITÉ

LA TRANSFORMATION DE LA PLACE DU CHÂTEAU-D'EAU

La place du Château-d'Eau est une des plus grandes places de Paris. Sa largeur est de 120 à 130 mètres et sa longueur de 260 mètres, soit une surface de 32,500 mètres ou près de 3 hectares. Onze voies de diverses importances, au point de vue de leur largeur ou de la circulation qu'y s'y porte, y débouchent. Elle a coûté des sommes considérables, et si elle n'indiquait approximativement un chiffre total de 30 millions pour prix des expropriations et des travaux de viabilité, nous restons plutôt au-dessous qu'au-delà de la vérité. Cependant le conseil municipal est saisi d'un projet ayant pour but de changer complètement la physionomie de la place. Le projet est de MM. Varnold et Reutsh. Voici en quoi il consiste.

La Ville céderait gratuitement les deux terre-pleins situés en face des Magasins-Réunis et le boulevard Voltaire, y compris la chaussée qui les sépare, c'est-à-dire de près de 9,000 mètres de terrain. Elle céderait en outre, et aussi gratuitement, les deux terre-pleins situés, l'un au débouché du boulevard Magenta, dit de la Pépinière, d'une surface de 312 mètres, l'autre située entre la rue de Bondy et le boulevard Saint-Martin, d'une surface de 1,168 mètres.

C'est, au total, une superficie de 11,500 mètres de terrain environ qu'on demande ; moyennant l'abandon par la Ville de ces terrains d'une valeur réelle. Les auteurs de ce projet, au nom de la Société qu'ils représentent, comme conséquence de ces abandons, construisaient à bref délai, sur l'ilot faisant face au boulevard Voltaire quatre théâtres : un de comédies-dramas, un autre de drame, un troisième de physique amusante, un quatrième pouvant servir de salle de concerts et de conférences. Ces quatre salles seraient entourées de neuf maisons, d'un produit, d'une valeur et d'une importance variables.

On exproprierait les immeubles en bordure de la rue de Bondy depuis le théâtre des Folies-Dramatiques jusqu'à la place, c'est-à-dire du n° 38 au n° 22 ; on exécuterait ainsi le plan déposé d'utilité publique pour la création d'une salle d'opéra et l'ouverture d'une voie de dégagement de cet édifice, faisant communiquer le boulevard Saint-Martin à la rue du Château-d'Eau, projet aujourd'hui abandonné par la Ville ; seulement, au lieu d'une salle d'opéra prenant façade en rotonde sur la place même, on construirait un théâtre en bordure du boulevard Magenta, vis-à-vis les rues de la Douane et Magenta ; le surplus des terrains de l'Etat, augmenté du terre-plein du boulevard Saint-Martin et des emplacements de la rue nouvelle, seraient lotis de manière à constituer dix-huit immeubles de rapport.

La fontaine du Château-d'Eau, presque terminée au moment de la guerre et dévastée sous la Commune, serait remplacée par un square, et les travaux hydrauliques exécutés seraient utilisés pour une sorte de nouveau château d'eau.

Par voie d'expropriation également, on régulariserait à peu près l'alignement du boulevard du Temple, côté des numéros pairs ; on ouvrirait un passage couvert (dégagé du nom de Diderot), qui mettrait en communication le boulevard et la rue des Fossés-du-Temple, à l'angle du boulevard Voltaire (il serait bordé de neuf maisons, et sur l'emplacement de la propriété portant le n° 42, boulevard du Temple, on élèverait un sixième théâtre destiné à la musique. Enfin, on exécuterait le nivellement même du boulevard, au côté droit du Théâtre-Déjazet et des immeubles contigus.

HOMMES ET CHOSES

Le diplomate qui a osé lancer cet aphorisme : « La parole a été donnée à l'homme pour déguiser sa pensée » était un profond philosophe et un plus profond politique. Seulement, il ne disait cela que pour un très petit nombre d'adeptes, bien certain de leur approbation, et ne se doutait que fort peu du jugement de la postérité démocratique.

Cette postérité n'hésite pas à décerner l'épithète de « canaille » à ce diplomate qui est resté, pour les classes supérieures, le modèle du bon ton et de la parfaite manière de gouverner. Tout dépend, comme on voit, du point de vue où l'on se place ; et, de la meilleure volonté du monde, il est impossible à un électeur juché sur les hauteurs de Belleville et de Montmartre de voir de la même façon qu'un électeur du quartier de l'Opéra un facier se dirigeant vers l'église de la Trinité.

Tout ceci, lecteur, est un peu long, je l'avoue, pour en arriver à se demander la véritable signification du mot « louté ». En voyant, en étudiant d'un œil froid, d'un esprit calme, ce qui se passe en ce moment dans les hautes sphères de la politique on ne peut s'empêcher de traduire ce mot par un autre, celui d'intrigues.

Et moi ! messieurs de la fusion impossible se démentant dans leurs bêtises respectives, comme s'ils faisaient la chose la plus loyale du monde, tandis que nous avons la Lorraine et l'Alsace écrasées par le lourd genou du Prussien ; tandis que la France entière s'efforce de se saigner aux quatre veines pour arriver à payer une indemnité invraisemblable ; tandis que nous demandons tous la réalisation des promesses de réforme !

Eh bien ! à l'heure où l'on s'écrit les uns ; échec au Roi ! hurlent les autres, et tous de brandir leur étendard de révolte, dont les plus flottants n'ont pas même l'effroyable franchise de la loque rouge des barricades ! Triportage de coteries, faux-fuyants de libéralisme, cascades d'anticambres, saturnales d'ambition, blagues de cabinets.

Reprenons vite la Grande-Duchesse ; qu'on nous chante et qu'on nous danse cette fameuse scène de la conspiration, miroir fidèle du fond de l'âme de tous ces fantoche de boulevards, qui ont nom Lebrun, Baragnon, Decaze, Bocher, comte de Paris, d'Annville, Chambord, et les autres, et tant d'autres, qui préparent, tout bonnement, un 18 mars sans vin bleu et sans pétrole.

Tout ce qui se passe à cette heure n'est ni un essai, ni loyal : c'est le croc-en-jambes calculé de manière à faire tomber l'ennemi sur son côté le plus résistant, car il est de verre.

Gare la casse ! Il est vrai qu'il est convenu que c'est toujours nous qui la paierons.

Monsieur, me disait hier un député républicain d'une pureté immaculée, croyez-vous donc qu'on rétablira les jeux ?

Je ne sais ; mais il y a 100 millions de bénéfice pour l'Etat, et, par le temps qui court, 100 millions sont bons à palper.

Moi, je préférerais un an de plus d'occupation prussienne, et 1 milliard de plus à payer.

Vous parlez ainsi parce que vous êtes de Bordeaux, et bien certain que l'invasion n'ira

jamais jusque-là, à moins d'une organisation nouvelle de la flotte prussienne.

Comment ! la flotte prussienne ?...

Eh ! parbleu, croyez-vous que M. de Bismarck reste inactif malgré la maladie du vieux Guillaume. Il organise, organise, sans relâche ni trêve, et, cette fois, il s'agit d'une flotte dont nous apprendrons des nouvelles.

Té ! ils ne viendront pas à Bordeaux. En admettant que nos marins se laissent battre, ce qui n'empêcherait, nous avons Blaye et son Pâté qui défendent la Garonne.

Eh ! votre Pâté, Bismarck le fera truffer d'avance et n'en fera qu'une bouchée.

Mais alors, il faudrait donc rétablir les jeux ?

Sans doute. Pendant que nous employons les millions qu'il rapportent à payer les Prussiens, on pourra affecter la même somme à blinder votre Pâté.

Mais c'est le combat de l'immoralité !

Peu ! qui veut la fin...

Mais songez-y donc ! qui dit maison de jeu dit toute la série des sarabandes mondaines : les cocottes et les daims tenant le haut du pavé dans les malheureuses villes qui sont désignées, des restaurateurs indécents, des courses de chevaux, et le « reportage » du petit journal enlevant aux journaux sérieux tout leur intérêt !

Vous serez le premier à fréquenter un tapis vert.

Jamais !

Vous jurez de ne jamais aller risquer votre pièce de cinq francs ?

Oh ! une fois, peut-être, pour voir...

Et si vous gagnez une fois, deux fois ?...

Si je gagne, je remets ma mise en poche et je continue sur le velours.

Vous voyez bien ! Allons, un bon mouvement, volez pour le rétablissement des jeux.

Le fait est que si l'Etat doit en retirer de si beaux bénéfices... Oh ! voyez-vous, nous aurons, du moment qu'il y a une véritable question d'intérêt général...

Il n'est pas un journal, petit ou grand, qui n'ait publié sa polémique ou plutôt son interprétation au sujet du projet de loi ayant pour but de servir une pension civile à la veuve de Chaudé, assassiné par les communards.

Tous, et nous-mêmes, sommes unanimes pour plaindre la veuve et les enfants ; mais il ne s'en suit pas que M. Chaudé ait été victime des communards pour être assimilé aux otages vénérables et aux pauvres gendarmes et soldats de l'ordre. Cette vérité a été proclamée par tout le monde.

Il est patent que M. Chaudé a été sacrifié aux vengeances personnelles de Delescluze et de Raoul Rigault, et que sans cette circonstance il serait devenu l'un des lamas de la Commune, puisqu'il était d'avis que le gouvernement de Versailles devait « cuire dans son jus ».

C'était donc un communard de cœur, ayant eu des dissentiments avec ses frères et amis : Camille Desmoulins et Danton, en désaccord avec Robespierre, et montant le 10 germinal sur l'échafaud.

Trois mois et demi après, lorsque le 9 thermidor eut vu tomber, à son tour, la tête de Robespierre, je ne crois pas que les amis de Camille Desmoulins aient songé à solliciter une pension pour sa veuve.

Toute proportion gardée entre les deux hommes, c'est la même chose.

CHRYSALE.

PARIS ET LES ALLEMANDS

Nous sommes bien en retard pour parler du livre de M. A. du Mesnil, *Paris et les Allemands*, que la librairie Garnier a mise en vente le mois dernier ; et nous avions hâte de présenter au public un ouvrage où tous ceux qui étaient enfoncés dans Paris pendant le siège, retrouveront sans cesse avec une émotion qui n'exot pas, il est passé.

Le plus grand mérite de cette publication, après tant d'autres sur le même sujet, c'est un certain sans-façon, où l'auteur s'est laissé aller, conservant à ces notes, écrites au jour le jour, au fur et à mesure des événements, leur physionomie du moment. M. du Mesnil n'a pas eu la prétention de faire une histoire complète du siège de Paris, c'est plutôt l'histoire d'un assiégué qu'il a voulu nous donner.

Il a consacré jour par jour, on pourrait dire heure par heure, au fur et à mesure qu'elles lui venaient, ses impressions telles qu'elles ; il nous fait passer par toutes les alternatives d'espérance et de crainte qu'il a successivement traversées. Nous le suivons avec une douloureuse émotion, à travers toutes ses angoisses et toutes ses fausses joies ; on sent que ce qu'il éprouve, tout ce qui avait un cœur vraiment français, tout ce qui ne mettait pas l'esprit de parti au-dessus du pays, a dû l'éprouver comme lui.

Chemin faisant, il a tracé d'une main sûre quelques tableaux vraiment remarquables. Il a, entre autres, sur le général Trochu, des pages d'une implacable vérité.

En résumé, dit-il, à la date du 31 décembre, s'il est certain que les Prussiens avaient pour eux l'unité de vues et de direction, le nombre des canons, une organisation dans toutes les parties supérieures à la nôtre, si soi-même on l'a dit et démontré, il est au moins étrange que cette conviction intime de la supériorité que cette conviction ait produit chez nous l'accablement et la divagation, au lieu de nous inspirer l'émulation et l'esprit d'entreprise.

S'il est certain que les sorties en masse d'hommes inexpérimentés fussent une chimère, il n'est pas douteux que Paris, avec sa population de deux millions d'âmes, offrait un fonds assez riche pour recruter une armée. S'il est certain que les temps ne sont plus où le courage et la foi suffisaient à gagner des batailles, il n'est pas douteux qu'on ne les perde quand d'avance on les juge perdues. J'ajouterais que parmi les qualités qu'il convient d'exiger d'un général, une des premières certainement c'est la connaissance du caractère et des tempéraments. Or, il est de toute évidence que l'on ne connaissait de nous que nos défauts, sans qu'on ait pu se douter jamais qu'il pouvait se trouver là des âmes. Erreur fatale, compliquée de toutes les préventions du soldat, offensante même chez un sceptique, tout à fait inexplicable chez un homme qui écrivait le 18 août : « Avec l'aide de Dieu, pour la patrie ! »

Quand on a l'audace de prendre en main les destinées de tout un peuple et qu'on croit en Dieu, il faut avoir toutes les audaces. On se sait, pour agir ; on fait de toutes les volontés et de tous les moyens un moule ; on ne pactise pas avec la routine et avec l'émeute ; on met sous ses pieds toute résistance ; on ne se borne pas à avoir du courage, on fait des courages. A ces conditions seulement, on peut vaincre, ou mourir avec honneur ; sinon, on meurt de la mort des choses inertes : d'usage.

Ce n'est peut-être pas encore assez dur pour le peuple des hommes du 14 septembre ; mais et comme cela vous prend.

Je voudrais pouvoir citer tout au long quel-

ques-unes de ces pages si sincèrement émues. Mais l'espace me manquerait, et je suis réduit à borner là cette trop courte notice.

Tout ce que je pourrais ajouter ne vaudrait pas d'ailleurs ces quelques lignes, par où je finis :

A HENRI REGNAULT

Peintre

Tué par les Allemands au combat de Buzenval Le 19 janvier 1871.

« Tu étais jeune et tu allais être heureux. Tu es mort en combattant pour ton pays ; plus d'un parmi nous peut te porter envie.

» Accepte ce travail de nos jours de deuil qui ne sont pas finis. Si tu n'y trouves pas la couleur et la passion que tu aimais, tu y rencontreras parfois une émotion digne de ton cœur, et sincère.

» Tu nous laisses des regrets amers et un noble exemple. Nous tâcherons de ne rien oublier : ni ton sang répandu sur ces feuilles mortes, qui formaient un masque à ton visage meurtri, ni la main qui l'a frappé.

ALBERT DURU.

LES TRIBUNAUX

COUR DE CASSATION

TROISIÈME CONDAMNATION A MORT. — REJET DÉFINITIF DU POURVOI.

La Cour de cassation, chambre criminelle, a, dans son audience d'hier, présidée par M. Faustin-Hélie, rejeté le pourvoi de Gustave Brulé, condamné à la peine de mort par arrêt de la cour d'assises de Seine-et-Oise, du 26 janvier 1872, pour assassinat.

On se rappelle que c'est pour la troisième fois que le nommé Brulé vient d'être condamné à mort. Des nullités successives avaient annulé les cassations des arrêts des cours d'assises de l'Yonne et de Seine-et-Marne, qui avaient également prononcé la peine de mort. Aujourd'hui, aucun moyen de cassation n'a été relevé contre l'arrêt de la cour d'assises de Seine-et-Oise.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LA SEINE

TROIS PROCÈS DE PRESSE. — La Digue de Cherbourg, le Gaulois, le Trombinoscope.

Trois affaires de presse étaient défilées hier au Tribunal correctionnel, 3^e chambre, présidée par M. Fidières-Desprévins.

Dans la première était impliqué M. Joseph Vernouillet, dit Just, libraire à Paris, prévenu d'avoir, en 1872, mis en vente un journal intitulé *La Digue de Cherbourg*, sans nom d'imprimeur, infraction prévue et punie par les articles 1^{er} et 19 de la loi du 21 octobre 1814.

Dans la seconde, M. Edmond Tarbé, gérant du journal le *Gaulois*, était prévenu d'avoir, dans le numéro du 9 février 1872, publié le rapport de M. le capitaine rapporteur devant le 1^{er} conseil de guerre, séant à Versailles, dans l'affaire du massacre des dominicains, délit prévu par l'article 10 de la loi du 27 juillet 1849.

Deux inculpés étaient impliqués dans la troisième affaire : 1^{er} M. Charles-Léon Bienvenu, publiciste, prévenu d'avoir, en 1871 et 1872, à Paris, dans l'écrit intitulé *le Trombinoscope*, publié vingt dessins sans autorisation ; 2^e M. Vallée, imprimeur, d'avoir, à la même époque, publié un écrit, le *Trombinoscope*, ayant moins de dix feuilles d'impression, et traitant de matières politiques, sans opérer le dépôt au parquet du procureur de la République, infraction prévue et punie par les articles 22 de la loi du 11 février 1852 et 7 et 4 de la loi du 27 juillet 1845.

M. le substitut Laval a requis l'application de la loi contre tous les prévenus.

M^e Carbay a présenté la défense de M. Edmond Tarbé, M^e Lechevalier celle de M. Bienvenu et Vallée, et M^e Henri Celliez celle de M. Vernouillet.

Le tribunal, devant la peine en vertu de l'article 163 du Code pénal, a condamné M. Vernouillet à 200 francs d'amende ; M. Edmond Tarbé a été condamné à 600 francs d'amende.

L'affaire de M. Bienvenu et Vallée a été remise à huitaine pour prononcer jugement.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL

DE MONTPELLIER

Avant-hier mercredi, le tribunal correctionnel de Montpellier a rendu son jugement dans l'affaire des troubles qui ont signalé le passage, dans cette ville, du général de Cathelineau.

Sept des prévenus ont été condamnés à des peines variant de trois jours à un mois de prison.

VARIA

JOURNAL D'UN DIPLOMATE

PORTRAIT DU ROI VICTOR-EMMANUEL

Nous extrayons d'un remarquable travail de M. Henry d'Iderville, ancien attaché de la légation de France à Turin, le portrait suivant du roi Victor-Emmanuel, que nous recommandons à nos lecteurs.

Trop longtemps les biographes du roi Victor-Emmanuel ont cru qu'il importait au salut de l'Italie d'idéaliser la figure du roi *galantuomo*, au point de la rendre méconnaissable. Aujourd'hui — l'Italie était faite — nous croyons qu'un portrait réaliste et d'une fidélité rigoureuse peut trouver place dans nos colonnes.

M. d'Iderville, que nous avons vu à l'œuvre en Italie et qui a fait à la dignité de son caractère et à ses convictions politiques le sacrifice de sa carrière diplomatique, réunit en un volume qui paraîtra dans quelques jours une série d'études sur l'Italie, du plus haut intérêt, sur lesquelles nous aurons l'occasion de nous étendre plus longuement. — J. de P.

CHAPITRE VII

Le roi Victor-Emmanuel.

Turin, 1861.

Victor-Emmanuel a 41 ans ; sa taille est au-dessus de la moyenne, mais son embonpoint le rend disgracieux, surtout lorsqu'il est pas en uniforme. Il porte la tête droite ; ses traits sont loin d'être réguliers ; cependant sa physionomie est remarquable : de très longues moustaches, des yeux bleus à fleur de tête, un nez retroussé donnent à sa figure un caractère particulier d'audace et de résolution.

Dans le caractère et dans les habitudes du roi, on retrouve la rudesse de son extérieur. Il hait le monde, la représentation, toutes les réceptions de cour ; il aime peu à se montrer au public, et dans cette sauvagerie il entre plus de timidité que d'orgueil. La popularité immense dont il jouit dans les anciennes provinces de Piémont tient plutôt au sentiment monarchique inhérent à ces populations qu'aux qualités personnelles du roi. Là, il est aimé et populaire comme l'était jadis, parmi nous, notre Henri IV, dont il est loin d'avoir le cœur et l'esprit. Les événements et surtout le génie de son premier ministre l'ont élevé à la position qu'il occupe en ce moment en Italie et en Europe. Si jamais son nom est grand dans l'histoire, son unique mérite, sa seule gloire, aura été d'avoir laissé se faire l'Italie.

Il serait injuste cependant de le représenter comme un souverain absolument nul. Quoique dépourvu d'une intelligence hors ligne, il ne manque pas d'esprit naturel. Il est capable de trouver une tendresse et une délicatesse de sentiment que j'étais loin de soupçonner. Sa qualité dominante est le courage poussé jusqu'à la témérité. Bien que le roi Charles-Albert, son père, l'ait élevé avec une sévérité presque cruelle, son éducation a été fort négligée ; il est paresseux et peu instruit ; s'occuper des affaires publiques, prescrire le conseil, prendre des décisions, sont pour lui autant de supplices. Aussi le comte de Cavour lui épargne-t-il le plus souvent qu'il le peut ce genre d'occupations. Le roi sent la supériorité de son premier ministre, mais il ne la lui a jamais pardonnée : il le subit en le haïssant du fond du cœur.

Comme tous les hommes médiocres, il est jaloux et ombrageux. Aussi lui sera-t-il difficile d'oublier son entrée triomphale à Naples, lorsqu'assis dans la voiture de Garibaldi revêtu de la chemise rouge, il était présenté à son nouveau peuple par le plus puissant de ses sujets. C'est donc à tort que l'on attribue à Victor-Emmanuel un vif penchant pour Garibaldi.

Sans crainte d'être contredit on peut affirmer que Sa Majesté sarda est fanfaronneur, peu amie de la vérité, et, de plus, fort indécis. A toute occasion Victor-Emmanuel parle de ses vingt blessures et fait volontiers le récit fabuleux des dangers qu'il a courus, soit à la guerre, soit à la chasse. Chacun sait cependant que, tout en étant courageux et même téméraire, le roi de Sardaigne a été rarement atteint.

Quant à ses bonnes fortunes, il s'en explique avec une franchise et un sans-façon qui n'ont rien du *galantuomo*. Ce qui est plus singulier, c'est qu'il confond parfois les succès qu'il a eus avec ceux qu'il aurait voulu avoir.

A entendre également, c'est lui seul qui dirige les affaires de l'Etat ; il succombe chaque jour sous le poids du travail.

Le roi affecte dans la mise une simplicité et un sans gêne complet. Sobre, ne mangeant qu'une fois par jour, mais abondamment, il préfère les mets grossiers et populaires. Lorsqu'il est contraint d'assister à un grand dîner officiel, à un repas à la cour, il ne délie pas même sa serviette, ne touche à aucun plat ; les mains appuyées sur le pommeau de son sabre, il examine ses convives, sans chercher à dissimuler son impatience et son ennui.

Il aime passionnément les chevaux, la chasse et les exercices du corps. Souvent, vers la fin de l'automne et même pendant l'hiver, il part seul avec deux aides de camp pour chasser le chamois dans les montagnes. Ces déplacements durent souvent plusieurs jours, quelquefois des semaines. Là, vêtu d'une blouse de chasse, sa carabine à la main, il court à travers les rochers, suivi des paysans chasseurs les plus intrépides ; il touche souvent à la belle étoile, mange dans une chaumière qu'il y trouve et revient à Turin, après ces excursions, dispos et alerte, tandis que ses infortunés officiers arrivent presque toujours malades ou exténués.

Je me souviens qu'un jour le comte de Cavour, forcé de communiquer, sans délai, au roi une lettre de l'empereur Napoléon, lui dépêcha, sur-le-champ un officier d'ordonnance. Après avoir longtemps cherché, l'émis-saire finit par découvrir son souverain au fond des montagnes de Pignerol, sur la frontière de France, établi dans une méchante cabane. Inutile d'ajouter que le porteur de la lettre, en ce moment trouble-fête de Sa Majesté, fut très mal accueilli. Cependant, tout en maugréant, le chasseur-roi prit le chemin de sa capitale.

Victor-Emmanuel habite rarement son palais de Turin ; il n'y vient que les jours où se réunissent le conseil des ministres, et l'hiver, lorsqu'il va au théâtre. Sa résidence est la *Mandria*, rendez-vous de chasse situé au milieu des bois, à trois quarts d'heure de Turin. Afin d'y être à l'abri des importuns et des regards indiscrets, le roi a fait entourer de murs les vastes bois et toutes les terres qui dépendent de cette propriété royale. On prétend que cette dépense de maçonnerie, non terminée, s'est élevée déjà à demi-million. Le roi rentre toujours avec plaisir à la *Mandria*, heureux d'y secouer le joug de l'équité et d'y vivre à sa guise. Personne n'est admis dans cette habitation, personne ne peut la visiter

